



**HAL**  
open science

**Les bénéfiques politiques d'une relation épistolaire  
franco-italienne au cœur du Risorgimento : la  
correspondance Massimo d'Azeglio-Eugène Rendu  
(1847-1865)**

Arthur Hérisson

► **To cite this version:**

Arthur Hérisson. Les bénéfiques politiques d'une relation épistolaire franco-italienne au cœur du Risorgimento : la correspondance Massimo d'Azeglio-Eugène Rendu (1847-1865). *Transalpina : études italiennes*, 2018, pp. 67-84. hal-01935088

**HAL Id: hal-01935088**

**<https://hal.science/hal-01935088v1>**

Submitted on 5 Apr 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES BÉNÉFICES POLITIQUES D'UNE RELATION  
ÉPISTOLAIRE FRANCO-ITALIENNE AU CŒUR  
DU RISORGIMENTO : LA CORRESPONDANCE  
MASSIMO D'AZEGLIO – EUGÈNE RENDU  
(1847-1865)

**Résumé :** L'article vise à étudier la correspondance échangée entre l'homme d'État italien Massimo d'Azeglio et le Français Eugène Rendu de 1845 à 1867. Les 229 lettres qui ont été conservées apparaissent comme un témoignage intéressant de la structuration au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle d'un espace de débat transnational autour de la question italienne. Surtout, elles donnent à voir les bénéfices que chacun des deux hommes put tirer de cette relation. Les lettres permettent en effet de mettre à jour le rôle d'Eugène Rendu dans la diffusion des idées et des écrits de Massimo d'Azeglio en France. Elles montrent également la façon dont le Français chercha constamment à mettre en avant sa proximité avec l'homme d'État italien pour légitimer ses idées, pourtant minoritaires parmi les catholiques français, à l'égard du mouvement national italien.

**Riassunto :** *L'articolo mira a studiare la corrispondenza tra l'uomo di Stato italiano Massimo d'Azeglio e il francese Eugène Rendu dal 1845 al 1867. Le 229 lettere che sono state conservate appaiono come una testimonianza interessante della strutturazione, a metà Ottocento, di uno spazio di dibattito transnazionale attorno alla questione italiana. Soprattutto mostrano i benefici che ognuno dei due uomini poté ritirare da questa relazione. Le lettere permettono infatti di rivelare il ruolo di Eugène Rendu nella diffusione delle idee e degli scritti di Massimo d'Azeglio in Francia. Mostrano ugualmente il modo in cui il francese cercò costantemente di far valere la sua prossimità con l'uomo di Stato italiano per legittimare le sue idee, peraltro minoritarie tra i cattolici francesi, nei confronti del movimento nazionale italiano.*

En 1867, Eugène Rendu, alors inspecteur général de l'Instruction publique, publia sous le titre *Correspondance politique de Massimo d'Azeglio* un ensemble important de 148 lettres écrites par l'ancien président du Conseil piémontais, mort au tout début de l'année précédente, à plusieurs correspondants français entre 1847 et 1865<sup>1</sup>. L'ouvrage connut semble-t-il un

---

1. E. Rendu, *L'Italie de 1847 à 1865. Correspondance politique de Massimo d'Azeglio*, Paris, Didier, 1867. Parmi les destinataires de ces lettres, on trouve en premier lieu Rendu

certain succès auprès du public puisqu'on dut procéder la même année à une seconde édition. Une telle correspondance témoignait des liens qui unissaient la France et l'Italie à l'époque du *Risorgimento* et, plus précisément, de la structuration d'un vaste espace de débat transnational centré autour des affaires italiennes, dont les correspondances, à côté d'autres types d'écrits publics ou privés, formaient un maillon essentiel.

Les historiens de la période ont de longue date porté leur intérêt sur les correspondances des principaux acteurs du *Risorgimento*. Cet intérêt a notamment conduit à de nombreuses entreprises de publication de correspondances générales (*epistolari*), qui ont permis à la fois de mieux saisir la pensée des hommes étudiés et de cerner avec une certaine précision les réseaux de relations interpersonnelles au sein desquels ils se mouvaient. À côté de ces vastes entreprises, ont par ailleurs eu lieu des publications partielles, dédiées à des correspondances particulières entre deux hommes seulement (*carteggi*).

La correspondance entre Massimo d'Azeglio et Eugène Rendu fait partie des rares *carteggi* franco-italiens qui ont donné lieu à une publication, en deux temps<sup>2</sup>. Les lettres écrites par l'Italien furent, on l'a vu, publiées en 1867 et celles du Français le furent tout juste un siècle plus tard, en 1967. À travers une telle correspondance, qui s'étend sur près de vingt ans, c'est un pan de l'histoire du *Risorgimento* comme phénomène non pas simplement italien mais européen que l'on peut appréhender.

Des deux hommes, le plus important, tant par ses écrits que par son rôle politique, était sans conteste Massimo d'Azeglio<sup>3</sup>. Né à Turin en 1798, celui-ci s'était d'abord fait connaître comme peintre puis comme écrivain avant de devenir une des principales figures du mouvement national italien dans les années 1840. Gendre d'Alessandro Manzoni, Massimo d'Azeglio écrivit en effet plusieurs romans historiques à tonalité patriotique<sup>4</sup> ainsi que *Gli ultimi casi di Romagna* (1846), qui firent de lui l'un des principaux

---

lui-même (128 lettres) et son beau-frère, Louis Doubet (16 lettres). Deux autres lettres étaient adressées à la femme d'Eugène Rendu, une à Pie IX et une dernière à Alphonse Dantier, auteur de divers travaux sur l'Italie, qu'il avait visitée à l'occasion d'une mission que lui avait confiée Salvandy sous la monarchie de Juillet (voir notamment : *Les monastères bénédictins d'Italie et L'Italie. Études historiques*).

2. On citera également : F. Kaucisvili Melzi d'Eril, *Carteggio Montalembert-Cantù (1842-1868)*, Milan, Vita e Pensiero, 1969.
3. Sur Massimo d'Azeglio, fondamentaux ont été les travaux d'Alberto Maria Ghisalberti. Georges Virlogeux a par ailleurs entrepris l'édition complète de son *epistolario*, dont le neuvième tome, concernant la période 1857-1859, est paru en 2016.
4. Deux de ses ouvrages, *Ettore Fieramosca* et *Niccolò de' Lapidi*, figurent du reste parmi le *canone risorgimentale* mis en évidence par Alberto Mario Banti dans son étude désormais classique sur la diffusion du discours national en Italie. Cf. A.M. Banti, *La nazione del Risorgimento. Parentela, santità e onore alle origini dell'Italia unita*, Turin, Einaudi, 2000, p. 45.

représentants du libéralisme modéré dans la péninsule. Après avoir pris part à la guerre contre l'Autriche en 1848, il fut nommé président du Conseil par le roi Victor-Emmanuel II en mai 1849, au lendemain du désastre de Novare, et cumula avec cette fonction celle de ministre des Affaires étrangères. À la tête du gouvernement sarde pendant trois ans, jusqu'à son remplacement par Cavour en 1852, il permit notamment au Piémont de conserver son *Statuto* et de réformer, à travers les lois Siccardi, les rapports entre l'Église et l'État. Il devint par la suite commissaire à Bologne en 1859, après qu'une insurrection eut chassé les représentations du pape des Romagnes, puis gouverneur à Milan en 1860, fonction dont il démissionna en raison de son hostilité à l'expédition des Mille. Ce fut dès lors comme sénateur qu'il continua à participer à la vie politique de son pays, jusqu'à sa mort en 1866.

Si Massimo d'Azeglio a laissé une importante trace dans l'histoire de son pays en tant qu'acteur majeur du *Risorgimento*, il n'en est pas de même d'Eugène Rendu, qui fait partie de la grande masse des hommes qui, jouissant en leur temps d'une certaine renommée, sont aujourd'hui tombés dans l'oubli, ce qui rend nécessaire de revenir plus longuement sur son parcours<sup>5</sup>. Né à Paris en 1824, fils d'un inspecteur général de l'Université, Eugène Rendu appartenait à l'aile gauche du catholicisme libéral français du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Il participa à ce titre, après la révolution de 1848, au journal de Lacordaire et Ozanam *L'Ère nouvelle*, fondé par des catholiques soucieux d'accepter pleinement la nouvelle république. Fervent catholique, opposé à la laïcisation de l'enseignement, il rejoignit par la suite le cabinet du ministre de l'Instruction publique et des Cultes en novembre 1849 et devint inspecteur primaire de la Seine (1850) puis chef du personnel de l'enseignement primaire (1853), inspecteur général adjoint de l'enseignement primaire (1860) et enfin inspecteur général en 1861. À côté de son rôle au ministère de l'Instruction publique, il manifesta un intérêt réel pour les affaires italiennes, redoublé par les liens qu'il avait tissés au cours de ses voyages dans la péninsule en 1844 et en 1847 avec nombre des principaux représentants du patriotisme et du libéralisme modéré catholique piémontais et toscan (Montanelli, Gioberti, Sclopis, Capponi, etc.), liens entretenus par la voie épistolaire de façon plus ou moins régulière<sup>6</sup>. Dès 1846, il publia

5. Sur Eugène Rendu : J. Gay, « Deux témoins du mouvement national italien : Louis Doubet et Eugène Rendu (1846-1859) », in *Un siècle d'histoire italienne. Les deux Romes et l'opinion française. Les rapports franco-italiens depuis 1815*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1931, p. 26-100.

6. La correspondance éditée de Gino Capponi recèle ainsi 36 lettres écrites par Rendu à l'historien florentin et 24 écrites par ce dernier au Français. Cf. A. Carraresi, *Lettre di Gino Capponi e di altri a lui*, Florence, Le Monnier, 1882-1890, 6 vol.

ainsi plusieurs articles où il saluait le mouvement national. Surtout, il fit paraître de nombreuses brochures sur la situation de l'Italie et des États romains qui lui valurent une certaine renommée tant en France qu'auprès des élites libérales de la péninsule<sup>7</sup>. En 1858, lorsque Napoléon III demanda à Arthur de la Guéronnière d'écrire une brochure dénonçant la situation politique de l'Italie afin de légitimer une intervention française, Rendu fut étroitement associé à sa rédaction en raison de son intime connaissance de l'histoire et de l'état politique de l'Italie<sup>8</sup>. Par cette place dans l'écriture de la brochure *L'Empereur Napoléon III et l'Italie*, Rendu joua ainsi un rôle fondamental dans la mise en place de la politique italienne de l'empereur, qui déboucha sur la guerre de 1859 puis sur une unification de l'Italie qu'il n'avait pas souhaitée.

Si la correspondance échangée entre les deux hommes n'a jusqu'à présent que peu suscité pour elle-même l'attention des chercheurs, elle ne nous est pour autant pas totalement inconnue. Dans l'entre-deux-guerres, Jules Gay avait publié une étude qui, sous le titre « Deux témoins du mouvement national italien : Louis Doubet et Eugène Rendu (1846-1859) », fut la première à mettre en évidence les liens d'Eugène Rendu avec l'Italie<sup>9</sup>. Si cette étude ne portait pas précisément sur les relations entre Rendu et d'Azeglio, elle représenta cependant un point de départ important dans l'examen du réseau italien du Français. Dans la continuité de ce travail, Bernardino Ferrari porta par la suite son attention, au cours des années 1950 et 1960, sur la correspondance échangée entre Eugène Rendu et Massimo d'Azeglio, en se fondant à la fois sur les lettres écrites par l'ancien président du conseil piémontais et publiées en 1867, mais également sur les lettres reçues par ce dernier, conservées au sein de la *Raccolta azegliana* des Archives du Musée central du *Risorgimento* de Rome, dont il réalisa une publication intégrale<sup>10</sup>.

L'objet de cet article est de reprendre à nouveau frais l'étude de ce *carteggio* en le considérant selon une perspective différente de celle privilégiée par Bernardino Ferrari. Celui-ci avait en effet principalement analysé cette correspondance dans une perspective d'histoire des idées, en mettant en avant le positionnement des protagonistes à l'égard des

7. Ses écrits sur l'Italie lui valurent notamment d'être fait chevalier de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare en 1850 et de devenir membre correspondant de l'Académie royale des sciences de Turin en 1859.

8. Voir à ce sujet la lettre d'Eugène Rendu à Luigi Chiala du 25 août 1883, in *Lettere inedite ed inedite di Camillo Cavour*, L. Chiala (éd.), Turin, Roux e Favale, vol. III, 1884, p. 385-396.

9. Cf. *supra*, note 5.

10. B. Ferrari, *Eugène Rendu e Massimo d'Azeglio. Il Risorgimento italiano visto da un cattolico liberale francese (1849-1865)*, Santena, Fondazione Camillo Cavour, 1967.

questions italienne et romaine. De ce point de vue, la correspondance était moins étudiée pour elle-même, en tant que source spécifique, que pour les opinions qu'elle permettait, parfois mieux que d'autres types de documents dont le caractère public pouvait obliger les auteurs à adoucir leur pensée, d'appréhender. Je me propose de revenir au contraire sur la spécificité même de la relation épistolaire entre les deux hommes en interrogeant notamment l'intérêt que chacun d'entre eux pouvait trouver dans l'entretien d'une correspondance avec un contemporain vivant dans un pays étranger. Si la relation entre Massimo d'Azeglio et Eugène Rendu peut en effet être considérée comme dissymétrique en raison de l'inégale importance des deux hommes, chacun put cependant bénéficier de celle-ci.

Après avoir montré la grande richesse de ce *carteggio*, l'article s'intéressera au rôle d'Eugène Rendu dans la diffusion des écrits et de la pensée de Massimo d'Azeglio en France puis à la manière dont le Français a pu chercher à s'appuyer sur la caution intellectuelle que représentait l'homme d'État italien pour légitimer ses propres idées, minoritaires dans son pays.

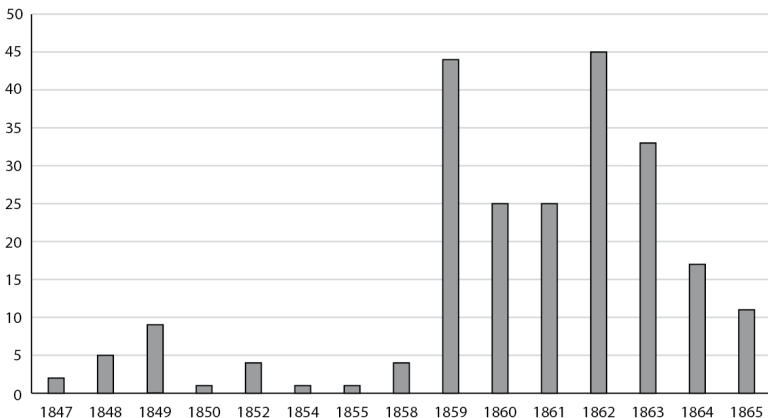
### **Une riche correspondance, largement centrée autour des événements italiens**

De cette correspondance, 229 lettres ont été conservées. Si le corpus épistolaire se trouve à l'évidence incomplet (certaines lettres font référence à d'autres qui sont perdues), la plus grande partie de celui-ci paraît cependant avoir été préservée. Sont ainsi parvenues jusqu'à nous 128 lettres écrites par Massimo d'Azeglio et 101 d'Eugène Rendu, l'écart entre ces deux chiffres étant largement dû au fait que l'Italien ne semble pas avoir conservé la plupart des lettres que Rendu lui écrivit avant 1859<sup>11</sup>. La première lettre date de 1847 et la dernière de 1865, mais la correspondance ne devint réellement importante qu'à partir de 1859. On n'a ainsi conservé que 27 lettres pour la période 1847-1858 contre 202 pour la période, pourtant bien moins longue, 1859-1865.

La périodisation de la correspondance témoigne de sa grande dépendance vis-à-vis des événements italiens, avec un premier pic en 1848-1849 et, surtout, un changement de rythme complet à partir de 1859 et des débuts de l'unification de la péninsule autour du Piémont. Les envois de lettres prirent alors un rythme mensuel (17 lettres pour l'année 1864), voire quasi-hebdomadaire (44 lettres en 1859, 45 en 1862).

---

11. On compte ainsi 22 lettres de Massimo d'Azeglio à Eugène Rendu entre 1847 et 1858 contre seulement 5 du Français à l'Italien. Cf. *supra*, note 6.



Nombre de lettres échangées entre Massimo d'Azeglio et Eugène Rendu<sup>12</sup>

Cette dépendance de la correspondance vis-à-vis de la conjoncture italienne est d'autant moins surprenante que les affaires de la péninsule se trouvèrent à l'origine de la relation entre les deux hommes. La première lettre de la correspondance fut en effet envoyée à la fin du mois d'octobre 1847 par d'Azeglio à Rendu<sup>13</sup>, à une époque où ils ne s'étaient encore jamais rencontrés, pour le remercier des articles qu'il avait publiés dans la presse parisienne à propos de l'Italie<sup>14</sup>. L'initiative de d'Azeglio fut facilitée par les relations qu'il avait déjà nouées avec le beau-frère de Rendu, Louis Doubet, et les deux hommes se rencontrèrent par la suite peu de temps après, lors du voyage qu'Eugène Rendu fit en Italie à l'automne 1847.

Parmi les facteurs pouvant rendre compte de la durée d'une telle correspondance, il faut sans doute placer au premier plan la proximité idéologique des deux hommes, notamment au sujet des affaires d'Italie. Les historiens ont pourtant souligné l'importance des divergences qui avaient opposé les catholiques libéraux des deux côtés des Alpes à ce sujet.

12. L'année de rédaction de deux des 229 lettres du *carteggio* est inconnue. Celles-ci n'ont par conséquent pas été prises en compte pour établir ce graphique.

13. Dans son édition de la correspondance de Massimo d'Azeglio, Eugène Rendu date la lettre de la fin du mois de septembre, mais Georges Virlogeux a montré qu'elle ne pouvait en réalité avoir été écrite qu'entre le 17 et le 21 octobre (cf. *Epistolario*, G. Virlogeux (éd.), Turin, Centro studi piemontesi, vol. III, 1992, p. 470).

14. « Vous avez au mieux compris la situation, et, du premier coup, saisi la note : puissions-nous, en France et en Angleterre, avoir beaucoup d'amis tels que vous ! » (E. Rendu, *L'Italie de 1847 à 1865...*, p. 24).

Tandis que, dans la péninsule, les tenants catholiques d'un libéralisme modéré s'étaient largement ralliés au mouvement national, ils étaient en France restés pour la plupart méfiants à l'égard de celui-ci, alors même qu'ils témoignaient à la même époque d'un vif intérêt aux mouvements polonais et irlandais. Une telle situation trouvait principalement son origine dans le fait que les aspirations nationales des Italiens se heurtèrent, notamment après 1848-1849, lorsque l'hypothèse néo-guelfe fut balayée par le refus de Pie IX de participer à la guerre contre les Autrichiens, à l'existence des États de l'Église, dont la survie importait alors d'autant plus aux catholiques que le pouvoir temporel était considéré comme le garant de l'indépendance du pape comme chef spirituel des croyants. Le rôle joué par Charles de Montalembert, le chef du parti catholique sous la monarchie de Juillet, dans la restauration du pouvoir pontifical après 1849 témoignait du reste parfaitement de la méfiance de la majorité des catholiques français à l'égard de la question italienne.

De ce point de vue, le positionnement d'Eugène Rendu à l'égard des affaires d'Italie le distinguait fortement de ses compatriotes et le rapprochait au contraire des libéraux modérés italiens comme Massimo d'Azeglio. La correspondance des deux hommes témoigne en effet de fortes similitudes entre leurs conceptions de l'Italie, même si des désaccords ne manquèrent pas de surgir ponctuellement. Avant 1859, tous deux se montrèrent ainsi favorables à la fois à une émancipation de l'Italie à l'égard de la domination autrichienne et à la mise en place de régimes constitutionnels établis sur le modèle du libéralisme modéré. Tous deux désiraient également sauvegarder les États du pape tout en les réformant en profondeur. Ils étaient ainsi hostiles à l'idée d'une unification de la péninsule, jugée impossible en raison des écarts culturels entre les différentes régions qui la composaient et de la prégnance des patriotismes locaux. Surtout, ils rejetaient avec force la perspective révolutionnaire et anticléricale portée par Giuseppe Mazzini.

Ces proximités de vues étaient larges mais pas totales. L'étude de la correspondance témoigne en effet de divergences parfois non négligeables, qui apparurent principalement à partir de 1859 et des débuts de l'unification de l'Italie autour du Piémont. Certes, les deux hommes se réjouirent tous deux de l'intervention de la France en Italie et regrettèrent que la paix de Villafranca intégrât l'Autriche dans la confédération italienne dont elle prévoyait la création. Ils s'opposèrent cependant sur les annexions auxquelles procéda le Piémont par la suite. Surtout, s'ils dénoncèrent tous deux l'expédition des Mille de Garibaldi comme un acte contraire au droit international, Massimo d'Azeglio se rallia assez rapidement à l'unification une fois celle-ci réalisée alors que Rendu persista à la considérer



comme contraire à la situation politique et culturelle de la péninsule, et par conséquent nécessairement éphémère<sup>15</sup>. Tous deux dénoncèrent cependant ensemble le projet exprimé par Cavour dans ses célèbres discours des 25 et 27 mars 1861 de faire de Rome la capitale du royaume d'Italie.

### Eugène Rendu, intermédiaire de la diffusion des idées et des écrits de Massimo d'Azeglio en France

L'étude des lettres échangées entre les deux hommes permet de saisir le rôle central occupé par Eugène Rendu dans la diffusion des idées et des écrits de Massimo d'Azeglio en France, ainsi que de cerner les modalités concrètes de la circulation de ceux-ci. Comme toutes les circulations transnationales, les circulations d'écrits et d'idées sont en effet dépendantes d'un certain nombre de facteurs, qui les facilitent ou, au contraire, les freinent. C'est un des principaux apports des études sur les transferts culturels, initiées par Michel Espagne et Michael Werner, que d'avoir à ce sujet conduit les chercheurs à porter leur attention à la fois sur les contextes de départ et d'accueil de ces circulations et sur l'importance des personnes servant de passeurs<sup>16</sup>.

La correspondance de Massimo d'Azeglio et d'Eugène Rendu permet ainsi d'appréhender le rôle de ce dernier comme intermédiaire entre les écrits de l'Italien et le public français. Elle met notamment en évidence les écarts entre les contextes italien et français, rendant nécessaire une adaptation des écrits de d'Azeglio afin de les conformer à l'horizon d'attente d'un public étranger, et plus généralement l'activité inlassable de Rendu dans la diffusion des écrits de l'ancien président du Conseil en France.

Rendu mit ainsi en avant les idées de d'Azeglio dans divers opuscules qu'il publia au sujet des affaires italiennes, dès la fin des années 1840<sup>17</sup>. Ce fut cependant à partir de 1859, au moment où la correspondance entre les deux hommes prit une importance nouvelle, que son rôle d'intermédiaire entre les écrits de l'Italien et le public français s'accrut. En témoignent

- 
15. Eugène Rendu n'était du reste pas le seul en France à considérer le nouveau royaume italien comme une construction artificielle qui serait incapable de durer. Napoléon III lui-même paraît avoir partagé une telle opinion au moins jusqu'en 1862. Voir à ce sujet la lettre du nonce Chigi au secrétaire d'État Antonelli du 18 avril 1862 (Archivio segreto vaticano, Segreteria di Stato, Nunziatura di Parigi 150).
  16. M. Espagne et M. Werner, *Transferts. Les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand (XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Éditions Recherche sur les civilisations, 1988.
  17. E. Rendu, *Conditions de la paix dans les États romains*, Paris, Comon, 1849 et E. Rendu, *L'Italie devant la France, précédé par une lettre à M. le Marquis Massimo d'Azeglio*, Paris, Comon, 1849.

les lettres échangées par les deux hommes à la fin de l'année 1859, alors qu'il était prévu qu'un congrès des puissances se réunirait à Paris pour traiter de la question italienne. Le 18 septembre, Massimo d'Azeglio informa en effet son correspondant français qu'il envisageait d'écrire un ouvrage susceptible d'influencer le déroulement du congrès :

Je voudrais écrire quelque chose qui pût être lu et qui méritât d'être apprécié à l'étranger au moment de l'ouverture du congrès, et l'écrire *en français*, encore! [...]

Vous me direz sans doute d'exécuter mon projet, car votre seul défaut est de me gêner. Mais enfin veuillez me dire bien sincèrement ce que vous en pensez. J'ai écrit deux articles dans l'*Opinione* ; mais qui lit l'Italien hors d'Italie<sup>18</sup> ?

Pour la première fois, l'homme d'État italien choisissait ainsi d'écrire un de ses ouvrages directement en français et de le faire publier en France. Ce faisant, il prenait acte du fait que la barrière linguistique était une des principales limites auxquelles la circulation transnationale des écrits se trouvait confrontée<sup>19</sup>. De ce point de vue, le français, langue pratiquée par la plupart des élites politiques de l'Europe de cette époque, pouvait paraître susceptible de permettre une large diffusion de son ouvrage. Par ailleurs, le choix d'une telle langue fut sans doute favorisé par le rôle central que la France avait acquis dans les affaires d'Italie depuis son intervention militaire au printemps 1859 et par le fait que rien ne paraissait alors pouvoir se faire en Italie sans le consentement de Napoléon III.

Après avoir encouragé l'homme d'État italien dans son entreprise, Eugène Rendu joua un rôle fondamental dans la publication et la diffusion de l'ouvrage en raison des liens qu'il possédait, tant avec le monde de l'édition parisien qu'avec une grande partie des élites politiques et sociales de l'empire. Ce fut ainsi lui que d'Azeglio chargea de trouver un éditeur susceptible de publier l'ouvrage à ses frais<sup>20</sup> – un contrat fut ainsi passé avec Dentu, qui avait publié les deux précédentes brochures de Rendu sur les affaires italiennes. Il relut également le manuscrit avant sa publication et l'amenda de manière à l'adapter aux goûts du public français, et notamment aux préoccupations de nombre de conservateurs pour la question du pouvoir temporel du pape. Justifiant de telles modifications et prévenant les éventuelles remarques de l'Italien, il lui écrivait ainsi :

18. E. Rendu, *L'Italie de 1847 à 1865...*, p. 119.

19. Eugène Rendu, du reste, le conforta dans un tel choix dans sa réponse, datée du 22 septembre : « On ne lit chez nous, et souvent ailleurs, que ce qui est écrit en français » (B. Ferrari, *Eugène Rendu e Massimo d'Azeglio...*, p. 121).

20. Lettre du 12 novembre 1859 in E. Rendu, *L'Italie de 1847 à 1865...*, p. 127-128.

Vous ne devenez point *papiste*, en passant par mes mains, mais vous prenez le ton qu'il faut prendre *ici* [...] pour être écouté sur la question italienne et surtout sur la Question Romaine. Les deux atmosphères de chaque côté des Alpes sont essentiellement différentes; et tel son, admirable chez vous, retentit à Paris comme une fausse note<sup>21</sup>.

Enfin, une fois la publication réalisée, il se chargea d'en communiquer un exemplaire à diverses personnalités influentes, parmi lesquelles plusieurs ministres (le ministre de l'Intérieur, celui des Cultes et celui des Affaires étrangères), des membres des élites politiques et intellectuelles parisiennes comme Cousin et Guizot, des ambassadeurs, des religieux favorables à la cause italienne (l'archevêque de Paris, le père Lacordaire, le père Gratry, l'abbé Maret et l'abbé Deguerry) et ceux des évêques français qui avaient jusque-là montré la plus vive hostilité à l'égard des Italiens (en premier lieu M<sup>sr</sup> Pie, l'évêque de Poitiers, dont Rendu était proche malgré leurs divergences de vues)<sup>22</sup>. L'écrit, publié sous le titre *La politique et le droit chrétien, au point de vue de la question italienne*, connut du reste un succès non négligeable auprès du public français<sup>23</sup>.

Les conditions de cette publication montraient ainsi les avantages que pouvait tirer Massimo d'Azeglio de sa correspondance avec un membre de l'élite politique française, capable de faciliter la diffusion de ses écrits à la fois par sa connaissance du milieu de l'édition parisien, par sa capacité à adapter le manuscrit originel aux attentes du public français et par ses relations interpersonnelles au sein des classes dirigeantes de l'empire.

L'épisode ne fut du reste pas le seul durant lequel Eugène Rendu put contribuer à la défense des idées de d'Azeglio en France. Il avait ainsi déjà fait paraître en octobre 1859 dans le journal *Le Nord*, après l'avoir légèrement modifiée, une lettre que l'homme d'État italien lui avait écrite pour défendre les annexions du Piémont en Italie centrale<sup>24</sup>. Comme l'a noté avec justesse Bernardino Ferrari, une telle publication était d'autant plus remarquable que le Français n'avait pas caché à son correspondant italien les divergences qui l'opposaient à lui sur cette question<sup>25</sup>.

Massimo d'Azeglio eut encore au cours des années suivantes recours à son correspondant français. Lorsqu'en 1861 l'homme d'État italien publia

21. Lettre du 9 décembre 1859 in B. Ferrari, *Eugène Rendu e Massimo d'Azeglio...*, p. 129.

22. Voir les lettres XXIII et XXVI publiées dans *ibid.*, p. 129 et 132.

23. Le 24 décembre, Rendu écrivait ainsi : « On n'a répété qu'un nom à Paris, pendant 4 ou 5 jours, le vôtre; et dans ces 4 jours, la première édition – 1 500 exemplaires – a été enlevée » (*ibid.*, p. 132).

24. Lettre du 15 octobre 1859 (*ibid.*, p. 124).

25. *Ibid.*

ses *Questioni urgenti*, où il critiquait le programme de Rome capitale et proposait notamment de transférer la capitale italienne de Turin à Florence, il en envoya trois exemplaires à Rendu, afin qu'il les fit connaître à Paris (mars 1861). Ce dernier communiqua deux d'entre eux à Napoléon III et au prince Napoléon<sup>26</sup>, et commença à faire circuler le troisième, tout en demandant à ce que d'Azeglio lui en fit parvenir d'autres<sup>27</sup>.

En plus de veiller à la diffusion des écrits de l'homme d'État italien, le Français chercha par ailleurs à se faire son avocat quand il se trouvait attaqué en France. Ainsi, lorsque, dans une lettre ouverte à Cavour publiée en 1861, Charles de Montalembert le mit en cause et l'accusa notamment de couvrir « de lâches insultes la Papauté vaincue »<sup>28</sup>, Eugène Rendu lui signala le passage et l'invita à rédiger une lettre ouverte en guise de réponse. Il se proposait du reste de l'aider dans une telle publication :

Si par hasard vous croyez devoir répondre, laissez-moi vous prier de répondre *en français*; vous feriez une chose très utile en expliquant à la France catholique *pourquoi*, depuis 1849, et par la faute de qui le Catholicisme s'affaiblit et se ruine en Italie. L'effet d'une petite brochure sur le sujet en y mettant le ton de regret et de douleur que les circonstances comportent et exigent, serait très grand ici. Si vous le faites je vous prie d'user de moi, comme l'année dernière, pour corriger vos épreuves et pour accommoder certains mots, si vous le permettez, au sens du public français<sup>29</sup>.

Massimo d'Azeglio ne donna cependant pas de suite à un tel projet. Il recourut toutefois à Eugène Rendu en août de la même année, après que le journal *La Patrie* eut publié une de ses lettres au sénateur Matteucci, où il se montrait critique à l'égard de la politique suivie dans le *Mezzogiorno* – la lettre, qui n'était pas destinée à devenir publique, lui avait valu des plaintes de plusieurs ministres. Par l'intermédiaire de Rendu, d'Azeglio transmit par conséquent au directeur du journal une justification, qui fut insérée dans ses colonnes.

Ces quelques exemples, auxquels il aurait été possible d'en ajouter d'autres, témoignent ainsi des avantages multiples que pouvait revêtir pour Massimo d'Azeglio la possession d'un correspondant français régulier, capable aussi bien de favoriser la diffusion de ses idées et de ses écrits auprès

26. Cousin de Napoléon III, le prince Napoléon était, au sein de l'entourage impérial, l'un des plus chauds partisans de l'Italie.

27. Lettre du 21 mars 1861 in B. Ferrari, *Eugène Rendu e Massimo d'Azeglio...*, p. 143.

28. C. de Montalembert, *Deuxième lettre à M. le comte de Cavour, président du Conseil des ministres, à Turin*, Paris, Lecoffre, 1861, p. 48.

29. Lettre du 29 avril 1861 in B. Ferrari, *Eugène Rendu e Massimo d'Azeglio...*, p. 145.

du public français que de le défendre face à ses adversaires. L'Italien n'était cependant pas le seul à tirer profit d'une telle relation.

### Massimo d'Azeglio : une caution intellectuelle prestigieuse pour les idées d'Eugène Rendu

Pour comprendre l'usage que put faire Eugène Rendu de sa correspondance avec Massimo d'Azeglio, il importe de revenir sur sa situation au sein du champ du catholicisme français. À partir des événements de 1848-1849 et de la première disparition du pouvoir temporel de la papauté, la question romaine devint en effet un sujet de préoccupation majeure pour les catholiques français. Une telle situation était notamment liée au mouvement vers Rome<sup>30</sup>, c'est-à-dire au processus de recentrage de la catholicité autour de la papauté, phénomène qui se déroula sur l'ensemble du XIX<sup>e</sup> siècle mais qui connut une accélération notable au cours des années 1850-1860. En raison de cette attention portée à la situation de la papauté, la question italienne ne pouvait être considérée comme une simple question nationale par les catholiques français. En 1855, Charles de Montalembert écrivait ainsi à Lacordaire que la question du pouvoir temporel était « la grande difficulté de la question italienne » et poursuivait : « Qu'on me montre un moyen de la résoudre et je deviens aussitôt le partisan déclaré de l'émancipation italienne »<sup>31</sup>.

À partir de 1859, l'intervention militaire de la France et les débuts de l'unification de la péninsule autour du Piémont conduisirent ainsi à une importante mobilisation des catholiques français en faveur de la cause du pouvoir temporel, menacé par les événements italiens<sup>32</sup>. Dans ce contexte, fort peu nombreux furent les hommes qui, tout en affichant pleinement leur catholicisme, prirent position en faveur de l'Italie naissante. Lacordaire, dont deux lettres favorables aux événements de 1859 avaient été publiées dans la presse, fut ainsi l'objet d'importantes critiques qui allèrent jusqu'à gêner son élection à l'Académie française la même année<sup>33</sup>. La plupart des laïcs ou des prêtres qui regardaient avec bienveillance le mouvement national italien et

30. Sur le mouvement vers Rome, cf. P. Boutry, « Le mouvement vers Rome et le renouveau missionnaire », in *Histoire de la France religieuse*, J. Le Goff et R. Rémond (dir.), Paris, Seuil, vol. III, 1991, p. 423-452.

31. Lettre de Montalembert à Lacordaire, 6 novembre 1855. Publiée dans C. de Montalembert, *Catholicisme et liberté. Correspondance inédite avec le P. Lacordaire, M<sup>re</sup> de Mérode et A. de Falloux (1852-1870)*, Paris, Cerf, 1970, p. 69.

32. Sur cette question, cf. J. Maurain, *La politique ecclésiastique du Second Empire de 1852 à 1869*, Paris, Alcan, 1930.

33. L'Académie française comptait à cette époque un grand nombre de catholiques libéraux parmi ses membres.

n'étaient pas effrayés par l'idée d'une diminution voire d'une disparition du pouvoir temporel se gardèrent généralement de rendre publique leur opinion, par crainte de voir se liguier contre eux à la fois la papauté, la presse catholique française et l'importante partie du clergé secondaire qui avait été gagnée par les idées romaines depuis le début du siècle<sup>34</sup>.

On comprend dès lors l'intérêt qu'Eugène Rendu pouvait trouver dans sa correspondance avec Massimo d'Azeglio. En raison de la réputation dont l'homme d'État italien jouissait, celui-ci pouvait servir de caution intellectuelle à des idées pourtant marginales chez les catholiques français. Une telle stratégie fut déployée par le Français très tôt. Dès 1849, lorsqu'il publia une brochure intitulée *L'Italie devant la France*, il la fit ainsi précéder d'une longue lettre adressée à Massimo d'Azeglio, destinée à montrer la proximité des vues développées dans son écrit avec les idées des principaux représentants du libéralisme modéré italien. Par la suite, d'Azeglio fut l'auteur que Rendu cita le plus dans ses nouvelles brochures pour appuyer ses thèses. Surtout, lorsqu'il révisa les épreuves de *La politique et le droit chrétien, au point de vue de la question italienne*, de manière à les adapter aux attentes du public français, le Français en profita pour y insérer des références élogieuses à ses propres travaux, comme il le signala dans une lettre du 15 décembre 1859 :

Je me fais payer mes honoraires, et largement, en rappelant au bas de deux pages mon : *Italie et l'Empire d'Allemagne*, et mes *Conditions de la paix dans les États Romains*, faiblesse de père ! [...] Puis, comme le libraire avait besoin d'atteindre un certain nombre de feuilles pour échapper au timbre, ne sachant qu'ajouter, j'ai placé dans les pièces justificatives une citation de *L'Autriche dans la Confédération Italienne* que vous rappelez avec tant d'indulgence<sup>35</sup>.

À plusieurs reprises, Eugène Rendu profita par ailleurs de ses liens épistolaires avec l'homme d'État italien pour lui demander – pas toujours avec succès – des lettres qu'il pût publier en France pour promouvoir ses entreprises. En août 1862, alors qu'il lui signalait la création d'un nouveau journal, *La France*, qui devait défendre une politique italienne proche de celle que tous deux désiraient<sup>36</sup>, Rendu proposa ainsi à d'Azeglio d'y publier une lettre exposant ses idées sur la situation de l'Italie :

---

34. Sur la violence des conflits au sein du catholicisme français au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, voir A. Gough, *Paris et Rome. Les catholiques français et le pape au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996.

35. B. Ferrari, *Eugène Rendu e Massimo d'Azeglio...*, p. 131.

36. *La France* avait été fondé par Arthur de La Guéronnière et cherchait à concilier soutien au régime impérial et défense du pouvoir temporel. Au cours de la décennie, son tirage se stabiliserait autour de 9 000 exemplaires.

Vous conviendrait-il de faire connaître publiquement votre manière de voir sur les événements actuels? Dans le cas de l'affirmative, voulez-vous que j'*arrange* les excellentes notes que vous m'avez envoyées et que j'en fasse une lettre, à moi adressée et portant votre signature, qui paraîtrait dans la *France*<sup>37</sup> ?

Massimo d'Azeglio ne répondit cependant pas positivement à une telle requête, notamment parce qu'il s'avérait que *La France* était en réalité loin de prôner en Italie une politique conforme à ses idées<sup>38</sup>. Quelques mois plus tard, en décembre, alors qu'il venait de publier sous le titre *La souveraineté pontificale et l'Italie* une nouvelle brochure sur la question romaine, Rendu s'adressa à nouveau à son correspondant italien pour solliciter de lui une lettre de sa part qui pourrait être insérée dans *Le Constitutionnel*:

L'effet de ma brochure est très bon ici et je crois que le résultat final ne sera pas sans utilité! Ce résultat serait plus sûrement atteint si les idées exposées dans mon travail paraissaient obtenir l'adhésion publique des hommes éminents de l'Italie, en dehors de ceux qui ont pour devise Rome Capitale; si l'assentiment de Massimo d'Azeglio, par exemple, et avant tout, était révélé<sup>39</sup>!

Pour rendre la tâche moins lourde à l'homme d'État italien, Rendu proposait de rédiger lui-même cette lettre et de lui en envoyer les épreuves pour approbation<sup>40</sup>. Malade, Massimo d'Azeglio déclina à nouveau la requête.

Une telle stratégie d'appui sur la caution morale et intellectuelle que fournissait à ses idées l'approbation de Massimo d'Azeglio fut ainsi poursuivie par Rendu sur le long terme. Elle culmina avec la publication, un an après la mort de l'homme d'État italien, de sa correspondance politique. Ces lettres, principalement adressées à Rendu et à son beau-frère Doubet, pouvaient apparaître en effet comme un témoignage de la proximité de ses idées avec celles du Français et ce dernier ne manqua pas de les faire précéder d'une longue préface où il mettait en avant une telle proximité de vues ainsi que l'amitié qui l'avait lié au défunt. Dans cette préface, Rendu affirmait par ailleurs avoir choisi de publier cette correspondance à la fois pour rendre hommage à d'Azeglio et pour

37. Lettre du 20 août 1862 in B. Ferrari, *Eugène Rendu e Massimo d'Azeglio...*, p. 160.

38. Le journal défendait notamment l'idée d'un démantèlement de l'Italie unifiée.

39. Lettre du 17 décembre 1862 in B. Ferrari, *Eugène Rendu e Massimo d'Azeglio...*, p. 167).

40. Lettre du 19 décembre 1862 (*ibid.*, p. 168).

que sa pensée pût servir d'enseignement pour les Italiens. Même s'il ne pouvait l'affirmer ouvertement, c'était cependant au moins autant les Français qu'il visait. Il s'en expliqua du reste dans une lettre adressée le 8 novembre 1866 à Gino Capponi :

Il me semble qu'au moment où nous sommes, l'autorité de d'Azeglio, au point de vue de la question Romaine, peut être invoquée en Italie aussi bien qu'en France, comme un argument du plus grand poids ; et je désire, de toute mon âme, avoir atteint le double but que je me proposais : 1° élever de ce côté-ci des Alpes un monument à l'homme illustre que j'ai beaucoup aimé ; 2° appuyer, en évoquant de la tombe une voix si autorisée, la politique qui, – en dehors des fureurs puérides de la coterie qui, sous le drapeau de M. Veuillot, a constitué ce qu'on appelle le *parti catholique*, – a toujours combattu la théorie de « Rome Capitale ». L'impression produite en France, dans les hautes régions, par cette publication, est très favorable ; en sera-t-il de même en Italie<sup>41</sup> ?

Survenue au moment où la convention de septembre 1864 entre la France et l'Italie arrivait à exécution<sup>42</sup>, une telle publication avait ainsi, dans l'esprit de Rendu, l'intérêt de montrer aux Français que tous les principaux représentants du mouvement national italien ne désiraient pas que Rome devînt la capitale du royaume. De ce point de vue, l'écrit était tourné contre les nombreux journaux qui, dans l'empire, encourageaient depuis 1861 Napoléon III à laisser l'Italie s'emparer de la ville des papes. D'Azeglio était du reste présenté par Rendu comme un ami du régime impérial et comme un inspirateur de la convention de septembre. Mais, dans le même temps, les lettres de l'Italien pouvaient également apparaître comme un blâme adressé aux catholiques, libéraux comme Montalembert ou intransigeants comme Veuillot, qui avaient, en 1848-1849 puis en 1859, constamment dénoncé les événements italiens dans le but de sauvegarder le pouvoir temporel du pape.

La publication des lettres de d'Azeglio formait ainsi le point culminant de la stratégie, qu'Eugène Rendu avait constamment suivie depuis la fin des années 1840, de légitimation de ses idées par le recours à l'autorité de plusieurs des principales figures du mouvement national italien.

41. Publié dans A. Carraresi, *Lettre di Gino Capponi e di altri a lui*, Florence, Le Monnier, vol. IV, 1884, p. 119.

42. Cette convention avait notamment prévu le départ des troupes françaises de Rome dans un délai de deux ans, en échange d'un engagement de l'Italie de ne pas envahir le territoire pontifical. Cf. *La convenzione di settembre (15 settembre 1864). Alle origini di Firenze capitale*, S. Rogari (dir.), Florence, Polistampa, 2015, et notamment la contribution de Jean-Yves Frétygné : « Napoléon III, les catholiques et la convention de septembre 1864 », p. 31-55.



\*  
\* \*

La correspondance échangée entre Massimo d'Azeglio et Eugène Rendu de 1847 à 1865 rappelle ainsi que les relations entre la France et l'Italie ne se réduisaient pas, en ce milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, aux simples rapports qu'entretenaient entre eux les gouvernements des deux pays mais qu'elles prenaient également la forme de relations interpersonnelles, qui permettaient à certains contemporains d'avoir une connaissance assez fine du pays voisin. Elle montre, plus précisément, l'existence d'un véritable espace public transnational structuré autour des affaires italiennes, appuyé notamment sur ces relations interpersonnelles.

Son étude aide à mettre en évidence les conditions concrètes de la circulation transnationale des écrits et des idées entre France et Italie. Elle vient rappeler que ces circulations ne se produisaient pas d'elles-mêmes et qu'elles nécessitaient au contraire, afin d'être menées à bien, qu'un certain nombre de conditions fussent remplies. À ce titre, la possession par Massimo d'Azeglio d'un correspondant parisien aussi dévoué que Rendu se révéla à plusieurs reprises d'une aide précieuse, en raison à la fois du large réseau de connaissances interpersonnelles dont ce dernier disposait, mais également de sa compréhension des différences qui existaient entre les publics français et les publics italiens. Comme on l'a montré, le rôle de Rendu comme intermédiaire entre les idées et écrits de Massimo d'Azeglio et la France ne se limita en effet pas à celui d'un simple passeur se contentant de restituer tels quels les écrits de l'Italien dans l'espace français ; il opéra au sein de ces écrits les sélections et les modifications qui lui paraissaient un préalable nécessaire à leur bonne réception par un public français, dont les horizons d'attente n'étaient pas tout à fait les mêmes que ceux du public italien, notamment en ce qui concernait la question romaine.

L'étude de cette correspondance montre enfin la manière dont l'internationalisation des débats autour du *Risorgimento* a pu être considérée par certains contemporains comme une occasion à saisir pour faire progresser leurs idées. Ce fut le cas de Massimo d'Azeglio, lorsqu'il choisit de faire publier en France son ouvrage *La politique et le droit chrétien, du point de vue de la question italienne*. Ce fut, surtout, le cas d'Eugène Rendu. Parce que les idées qu'il défendait se trouvaient largement minoritaires parmi les catholiques français, ce dernier chercha en effet durant toutes les décennies 1850 et 1860 à légitimer son positionnement vis-à-vis de la question italienne en montrant que celui-ci était proche de celui de nombre de ses correspondants italiens, et notamment Massimo d'Azeglio.

À ce titre, une telle correspondance met pleinement en évidence le caractère non pas simplement italien mais bel et bien européen du *Risorgimento*.

Arthur HÉRISSON

*Universités Paris 1 et Sorbonne Université  
Centre d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*